COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 18 FEVRIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

EDITORIAL

Mi à droite ni à gauche
les travailleurs ne
sont représentés:

VOTEZ COMBAT OUVRIER

La date des élections approche. Et plus on s'en rapproche plus il apparaît à l'évidence que entre la politique de la droite au pouvoir (Barre et Cie) et celle de la gauche (Mitterrand et Marchais), il y a de moins en moins de différence.

Avec son cynisme habituel, Barre annonce que le gouvernement continuera sa politique dirigée contre les travailleurs. Mitterrand et le PS viennent de faire plusieurs déclarations qui montrent bien que eux non plus ne manqueront pas de s'attaquer aux intérêts des travailleurs, tout en donnant des petits cadeaux aux capitalistes. Dans le chiffre socialiste du Programme commun, il est question de donner 200F. aux capitalistes, de façon à compenser les 2400F. que la gauche propose comme salaire minimum en France.

C'est encore Gaston Deferre qui déclare : " C'est la responsabilité constitutionnelle du président de la république de signer les nominations des ministres sur proposition du Premier ministre " ! Ce qui est une façon de dire à l'avance que si Giscard refuse la nomination de ministres communistes, Mitterrand acceptera de se plier.

Et c'est encore Marchais qui, tout en répétant sur tous les toits que Mitterrand et le PS s'apprêtent à faire une politique de droite, continue à réclamer de participer à un tel gouvernement !

Et les partis de gauche antillais, PC-PS-PPM, portent eux aussi leur responsabilité dans cette supercherie dirigée contre la population laborieuse.

Car ils appellent à soutenir cette gauche française de Mitterrand et Marchais. Ils appellent à lui faire confiance. Or ni le PSF ni le PCF ne sont décidés à s'attaquer aux privilèges et à la richesse des grands capitalistes pour pouvoir régler les problèmes des couches laborieuses.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser tromper par cette comédie politique orchestrée par la droite et la gauche. Les politiciens professionnels de la droite et de la gauche qui se présentent à leurs suffrages n'ont rien à voir avec la défense de leurs intérêts. L'ambition qu'ils ont c'est d'occuper des postes au gouvernement pour

Suite page 2

MARTINIQUE

RENARD DANS L'ARENE

RENARD s'est lancé à l'assaut de la 2^{ème} circonscription.

A la différence de ses compères SA- BLE et PETIT, RENARD se fait le représentant de choc d'une certaine droite musclée qui n'hésite pas à descendre dans l'arène où se déroulent les vrais combats, et pas seulement les combats électoraux. Car RENARD est bien connu pour être au Marigot à la tête d'une bande de nervis chargés de faire taire à coups d'arguments " frappants " tous les opposants à la politique de leur maire.

Tout en tapant du poing sur la table, RENARD fait preuve d'un culot ahurissant. Il déclare ainsi sans ambages que pour assurer sa protection et sa sécurité personnelle pendant la campagne, il compte avant tout sur le soutien spontané des milliers de travailleurs et de petites gens qui, dit-il, ont réclamé sa candidature et placé leur confiance en lui. Et pour mieux affirmer le caractère prétendument populaire de sa candidature, il se présente comme un " vrai fils du peuple", issu d'un milieu modeste de travailleurs.

Ainsi, le défenseur acharné des colonialistes et des exploités, et de sur-

croît chef d'une bande de tontons-macoutes, ne recule devant aucune déclaration, aussi prétentieuse et ridicule soit-elle, pour faire croire à sa popularité parmi les travailleurs.

Mais, comme tous les politiciens de droite, RENARD utilise les ficelles les plus usées pour sa propagande : il brandit bien entendu le sempiternel épouvantail de l'autonomie-indépendance que la droite ressort à chaque consultation électorale. Avec une nouveauté cependant : RENARD se fait comme de juste le champion de la départementalisation complète et achevée, qui n'existe pas encore, dit-il, et qui devrait permettre de hausser la Martinique au niveau de n'importe quel département français, en supprimant toutes les discriminations actuelles... Une belle façon de reconnaître l'échec et la faillite d'un système qui dure depuis 32 ans, système que RENARD appelle les électeurs à soutenir une fois encore le 12 mars.

Martinique

NOTRE MEETING A FORT-
DE-FRANCE : LE DÉBAT EST
OUVERT

Notre meeting du mercredi 25 au Théâtre Municipal de Fort-de-France a réuni environ 250 personnes, sous la présidence de Gérard BEAUJOUR.

Après les exposés de Louis MAUGÉE sur le bilan de faillite de la droite, et celui de Ghislaine JOACHIM-ARNAUD sur les faux espoirs qu'entretient la gauche, un large débat fut ouvert avec les assistants. Des représentants de la plupart des organisations politiques posèrent des questions. Le débat fut animé et positif. Les militants du PPM reconnurent qu'on ne pouvait faire confiance à Mitterrand. L'intérêt des travailleurs présents, prouve que nos idées ne resteront pas sans écho parmi eux.

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. F. 7070R
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

3^{ème} supplément au mensuel N° 84

GUADELOUPE

HOPITAL GENERAL
NON
A L'ARBITRAIRE !

A l'hôpital général de Pointe-à-Pitre, une laborantine vient d'être sanctionnée d'une façon odieuse par la direction.

Après deux ans d'auxiliarat, cette employée fut stagiarisée en juillet 75. Elle aurait dû être normalement titularisée en juillet 76. Au lieu de cela, ce mois-ci, elle reçut une lettre de la direction l'informant qu'elle avait été licenciée et réembauchée comme auxiliaire pour une période de six mois.

En fait, ce qu'on reproche à cette employée, c'est tout simplement d'avoir eu pendant une période une santé fragile l'obligeant à prendre plusieurs congés de maladie. Cela n'a rien à voir avec l'inaptitude qu'on veut lui faire endosser.

Ce fait montre tout l'arbitraire et

Suite page 2

III L'ASSEMBLÉE NATIONALE (suite)

Il va de soi qu'en présentant des candidats aux élections législatives, les révolutionnaires "courent le risque" de se voir un jour ou l'autre désignés par les travailleurs pour les représenter à ce même parlement qu'ils dénoncent inlassablement. N'y aurait-il point là une contradiction ?

Eh bien nous pensons que non ! Nous pensons même que la seule chose efficace que puisse faire la classe ouvrière au travers de ces élections, c'est d'envoyer au parlement des députés révolutionnaires.

Car ceux-ci n'iraient pas au parlement pour aider les patrons à gérer leur système comme les députés du PC et du PS se proposent de le faire.

Un ou plusieurs députés révolutionnaires ce serait le coup de pied de la classe ouvrière dans le panier de crabes des politiciens bourgeois à étiquette de droite ou à étiquette de gauche.

Car un révolutionnaire au parlement dénoncerait quotidiennement et le plus largement possible toutes les combines qui se

font derrière le dos des travailleurs et contre eux. Il ferait entendre du haut de la tribune parlementaire la voix des opprimés et de tous les exploités de ce système et il les appellerait, avec une audience accrue, à s'organiser pour détruire le capitalisme.

Il pourrait dénoncer publiquement l'acaparement des meilleures terres par les Simonnet, Hayot, Aubéry ou Huygues-Despointes.

Il ferait un certain nombre de propositions de lois pour améliorer les conditions de vie des travailleurs (logement, salaires, conditions de travail). Il exigerait que soient créés des emplois aux Antilles et que des terres soient attribuées en quantité suffisante aux paysans pauvres.

Il proclamerait sans arrêt notre haine du colonialisme et le droit des Antilles à l'indépendance ainsi que la volonté de la classe ouvrière de lutter pour la direction de toute la société.

Voilà quelques exemples de ce que pour-

rait faire un député révolutionnaire et il est sûr que cela nous changerait considérablement du manque d'initiative et de combativité, du parlementarisme en un mot, des élus de la gauche traditionnelle.

Bien sûr, un député de Combat Ouvrier ne fera pas faire à la classe ouvrière l'économie de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Les véritables luttes après comme avant, se dérouleront en dehors du parlement : dans les entreprises, sur les chantiers du bâtiment, sur les plantations de canne ou de banane, dans la rue quand il le faudra !

Si la classe ouvrière n'entre pas en lutte, elle n'a que faire d'un "haut-parleur" parlementaire ! Mais chaque fois qu'elle se mobilisera et qu'elle se battra, combien précieux lui sera cet instrument de large information et de popularisation de ses luttes que constituera un député ouvrier révolutionnaire. C'est pour cela que la seule chose utile que puissent faire les travailleurs des Antilles les 12 et 19 mars, c'est voter pour nos candidats.

GUADELOUPE

HOPITAL GENERAL

(SUITE)

Le mépris de la direction envers les employés de l'hôpital. Il remet aussi en lumière le scandale que constitue la présence de centaines d'agents hospitaliers employés comme auxiliaires et qui ne se voient jamais titularisés, et peuvent être mis à la porte d'un jour à l'autre.

Les employés du laboratoire ont immédiatement réagi, ils ont signé une pétition et se sont rendus en délégation chez le directeur pour exiger la titularisation de leur camarade. Au sein de leur section syndicale, ils ont dénoncé par un tract l'arbitraire de la direction.

Actuellement, ils s'appêtent à déclencher un mouvement de grève si satisfaction ne leur est pas donnée.

MARTINIQUE

BATIMENT : LES PATRONS

DOIVENT PAYER

Aujourd'hui 16 février, il semble que le conflit du bâtiment entre dans sa phase finale. En effet, après 16 jours de grève, le patronat a décidé de mettre fin à ses attermolements et semble vouloir faire des propositions aux représentants des travailleurs. Il faut dire que la détermination des travailleurs à poursuivre le mouvement, et son durcissement par l'entrée en grève de la COLAS, a donné à réfléchir à ces messieurs. Tant il est vrai que dans cette période pré-électorale, députés et élus en tous genres, dont le besoin d'arguments se fait sentir, réclament leurs commandes et pressent les sociétés du bâtiment. Voilà une grève bien gênante pour les patrons du bâtiment; avides d'argent et pressés par les municipalités, il semble évident qu'ils n'auront d'autre choix que de trouver le moindre mal. Aux travailleurs de leur faire payer la note!

MEETING DE COMBAT OUVRIER

POINTE-A-PITRE

- Contre la droite responsable de la situation de misère, du chômage, des bas salaires.

- Contre la gauche qui s'appête à aller au gouvernement avec Mitterrand et à continuer de faire une politique favorable aux gros possédants, il y aura les candidats de COMBAT OUVRIER.

Oui, les travailleurs, tous les opprimés devront sanctionner les responsables de la situation actuelle et élire les seuls candidats qui ne risquent pas de les trahir en taisant les combines, les mauvais coups qui se trament derrière leur dos.

Oui, les travailleurs, tous les opprimés devront élire des députés de Combat Ouvrier.

Pour entendre le programme de nos candidats

VENEZ NOMBREUX AU
MEETING DE COMBAT OUVRIER
LE LUNDI 20 FEVRIER A 20 HEURES
Mutualité de Pointe-à-Pitre

Orateurs : - Max CELESTE
- Christophe PAUL et
- Gérard SENE

EDITORIAL (suite)

gérer les affaires de la bourgeoisie. Et si demain les députés de gauche étaient en majorité au parlement, ils ne défendraient pas plus les intérêts des travailleurs. Car ils seraient soumis au gouvernement de Mitterrand. Et c'est celui-ci qui fera la politique qu'il voudra, en fonction des intérêts des grands capitalistes.

Et la gauche de la Martinique et de la Guadeloupe elle aussi sera soumise aux intérêts des grands partis de gauche français, y compris lorsque le gouvernement Mitterrand agira contre les intérêts des travailleurs et des peu-

ples des Antilles. Les travailleurs et toute la population laborieuse, tous ceux qui veulent abattre la droite ont intérêt à ne pas se laisser enfermer dans un faux choix entre cette droite réactionnaire antipopulaire, et une gauche qui va faire la politique de cette droite. Il y a une autre solution, à ces élections, c'est de faire porter sur les candidats de Combat Ouvrier le maximum de votes pour tenter d'élire des députés de Combat Ouvrier qui eux ne seront pas les mains liées face au gouvernement de Mitterrand. Travailleurs, travailleuses, chômeurs, jeunes, petits commerçants, petits planteurs: votez massivement pour les candidats de Combat Ouvrier !

SOUSCRIPTION

aidez-nous dans cette campagne électorale. Nos candidats ne sont ni des riches ni des possédants. La campagne électorale ils ne peuvent la faire qu'avec votre sympathie et votre soutien financier.

Notre mouvement, Combat Ouvrier, ne reçoit de subvention d'aucune sorte, ni du gouvernement, ni des caisses des riches.

Alors ! pour que les candidats de Combat Ouvrier puissent faire face aux dépenses occasionnées par la campagne, soutenez-les !

Versez votre contribution financière à la souscription que nous avons ouverte !